

# Compte-rendu de l'audience du Mercredi 14 juin demandée par les RASED

## **Composition de la délégation :**

Isabelle Leuthreau : Psychologue EN secteur Aillants/Tholon

Sophie Sallandre : Psychologue EN secteur Cheny

Cécile Muguet : Enseignante à dominante relationnelle, secteur Joigny

Katenka Iuorio : Enseignante à dominante pédagogique, secteur Courson-les-Carières

Dominique Cros : Enseignante à dominante pédagogique, secteur Toucy

Agnès Simon : Enseignante à dominante pédagogique, faisant fonction secteur Saint-Fargeau

Isabelle Prillot : Directrice d'école de Saints, secteur Puisaye

Lucas Romain : représentant de l'intersyndical.

-----  
**L'audience a débuté avec 15 minutes de retard.**

**Nous n'avons pas été reçus par le Directeur Académique mais par M. PINARD, Secrétaire Général et M. INGRAO, IEN-ASH. (sur les 3 dernières audiences, le directeur Académique n'a jamais été présent).**

-----

*Pour commencer, Lucas a remis à M. Pinard, le Manifeste des RASED avec les 522 signatures. Il l'a alors rapidement feuilleté et a réagi en faisant le constat qu'il s'agissait d'un dossier volumineux qu'il remettrait au DASEN. Lucas a poursuivi en insistant sur le fait que ces signatures étaient la preuve que le sujet des RASED était un sujet sensible qui touchait tout le monde dans la communauté éducative.*

Isabelle PRILLOT a poursuivi en témoignant des difficultés sur le terrain d'avoir des RASED incomplets. Elle a mis en avant le discours de la hiérarchie qui dit que l'on se doit d'être l'école de la confiance et de la bienveillance, mais a bien spécifié que sur le terrain, nous sommes trop souvent démunis et nous ne pouvons pas agir comme nous le souhaiterions pour accompagner les élèves. Elle a posé les caractéristiques du secteur Puisaye avec des écoles éloignées les unes des autres et un secteur très étendu pour un RASED constitué d'une seule personne. Elle a ainsi soulevé le fait que certains élèves signalés au RASED n'ont pas pu bénéficier de prises en charge faute de temps. Elle a évoqué le fait que certains de ses collègues ne voulaient plus faire de demande RASED puisque de toute façon personne ne viendrait.

Elle a insisté sur la souffrance que pouvaient ressentir ces élèves à besoins particuliers dans l'attente d'un bilan psy. (bilan nécessaire et décidé en Équipe éducative). La collègue a insisté alors sur la souffrance des familles, des collègues et des autres élèves. En effet, les familles se sentent très souvent perdues, démunies et le nombre grandissant de remontées de fiches RSST de la part de collègues sur le secteurs témoigne également d'une souffrance réelle au travail.

Les enseignants se sentent isolés et à court de réponses à proposer. Ils manquent de formation face à ces enfants qui explosent. Les équipes sont au bord de l'implosion.

Isabelle a réitéré le besoin d'aide et de gens formés à ces difficultés.

La gestion en Pôle Ressources sur la circonscription d'Auxerre 3 a ajouté une lourdeur administrative dans les démarches pour signaler un besoin de bilan psy. Jamais aucune réponse n'a été donnée aux mails envoyés. Les équipes sont à bout !

Isabelle Leuthreau a rebondi sur la souffrance des équipes. Elles sont trop souvent en attente par rapport aux questions d'orientation.

L'absence de RASED et de psychologue EN ne permet plus d'accompagner les parents, de les préparer. Les enfants sont dans l'attente et montrent pour certains des comportements complexes. Certaines classes explosent. Le Rased a également une mission de prévention et d'accompagnement des équipes comme la mise en place d'un protocole, dans certaines situations. Or, « il y a une partie des missions que nous ne pouvons plus faire puisque nous, psychologues, sommes mobilisés par l'urgence de réaliser des bilans pour les orientations. Nous sommes amenés à intervenir sur des secteurs vacants où bien souvent, on ne connaît pas les situations. De ce fait, on délaisse nos secteurs et ce travail de prévention qui est dans notre mission ne peut être mené. » Mme Leuthreau constate que le fait d'avoir été moins présente sur son secteur cette année, a fait augmenter le nombre de situations compliquées. Le climat de classe se dégrade certaines fois.

Le temps pris pour les bilans est exponentiel.

Un rappel est fait sur le manque de psychologues sur les postes : un tiers des postes risque d'être vacant l'année prochaine. « Comment allons-nous faire ? Sans compter que les contractuels ne connaissent pas l'institution. Ils ont besoin d'être accompagnés, ou en tutorat. »

**Réponse de M. INGRAO : Il faut que l'on réfléchisse sur la manière de fonctionner : il va falloir que l'on réfléchisse avec vous. On va travailler sur des pistes que l'on vous soumettra.**

**Réponse de M. PINARD : il y a un vrai problème d'attractivité sur le territoire icaunais. On ne peut pas promettre des avancées en terme de postes, nous ferons remonter mais vous savez très bien comment cela fonctionne : la loi finances est décidée à l'Assemblée Nationale. Nous sommes fonctionnaires, nous ne faisons qu'appliquer les directives.**

**On est en lien avec Pôle Emploi, ce n'est pas du fait de la DSDEN. Le sujet des viviers humains avec technicité est réel.**

**M. INGRAO explique que 2 psychologues contractuels ont été recrutés : une en décembre et une au retour des vacances de Pâques. A chaque fois le Rectorat a fait l'effort d'établir des contrats jusqu'au 31/08 alors qu'habituellement ils stoppent au 1er/07.**

**On a écrit aux centres de formation-de psychologues dans les départements autour mais pas de retour.**

**Tous les 15j/3 semaines, l'annonce sur Pôle Emploi est renouvelée. Aujourd'hui, on est en attente que quelqu'un se propose. Mais on ne trouve pas même pour des temps partiels.**

**Il explique qu'il s'est retourné contre le CMP car il ne voulait pas faire de bilan psy et que dans leurs statuts, rien ne précise que les bilans soient explicitement fait par un psyEN. Il a ajouté qu'il recontacterait les CMP pour que les choses puissent évoluer !**

**M. PINARD ajoute : Les psychologues en retraite qui souhaitent faire des vacances auront possibilité de le faire.**

Sophie demande alors que les collègues titulaires d'une licence de psychologie, souhaitant devenir psy EN, soient encouragés à le faire en facilitant les départs en formation.

**Réponse de M. INGRAO : si une collègue est intéressée qu'elle vienne nous voir, on étudiera sa situation pour voir et la faire partir en formation.**

Katenka a rétorqué que la situation est devenue intenable. On arrive à une vraie fracture de l'école : il y a les familles qui ont les moyens de payer un bilan et les autres qui devront attendre que l'Institution soit en mesure de leur proposer une réponse : ce n'est pas ça l'école de la confiance et de la bienveillance ! Les CMP ne vont pas bien non plus : il y a des listes d'attente interminable.

Agnès ajoute qu'on est un département où le nombre de notifications MDPH est en forte augmentation : + 14 % contre 7 % à l'échelle nationale. Il y a des élèves qui restent sans rien faute de place en ou ULIS en ITEP.

**Réponse de M. Ingrao : Depuis que je suis là, il y a eu presque chaque année des ouvertures de classe ULIS. Je fais remonter les besoins au CTASH à l'échelle nationale. Mais nous avons 67 postes de RASED pourvus cette année en prenant en compte les personnels sans spécialités. 3 postes G n'ont pas été pourvus. Le problème réel reste celui des psychologues.**

#### **Concernant les départs en formation :**

Il est rappelé que depuis 2009, il n'y a plus de départ en formation.

**Réponse de M. Ingrao : Les départs en formation sont décidés au Rectorat, le DASEN demande des formations de maîtres spécialisés RASED depuis 3-4 ans. Mais c'est le Recteur qui décide. S'il n'y a pas eu de départ en formation, c'est une question de ratio : il y a plus de non spécialisés en ULIS que sur les RASED.**

**M. Pinard ajoute qu'il y a aussi des contraintes budgétaires et il y a des choix qui sont faits. Nous aussi nous sommes obligés de faire des choix.**

Cécile rappelle le rôle indispensable des maîtres G et explique que leur rôle tend à être réduit à des enfants qui explosent au détriment de tous ces enfants empêchés, indisponibles qui sont laissés de côté (sans forcément faire beaucoup de bruit...), et qui vont glisser doucement. Elle insiste sur la nécessité de la formation.

**Réponse de M. Ingrao : Sur l'académie, nous avons sur l'Yonne , la moitié des postes G et nous n'avons pas fermé de G.**

Les maîtres E seuls sur leur secteur, se trouvent contraints à prendre le rôle de pompier de service et à laisser parfois leurs prises en charge pour venir dans la classe qui explose, pour observer et proposer des ateliers qui ne sont pas vraiment dans le champ du pédagogique. Ce n'est pas tenable ni acceptable.

On demande que le poste de maître E sur le secteur de Courson-les-Carières apparaisse dans la phase de réajustement.

**Réponse de M. Ingrao et M. Pinard : on va voir ce qu'on peut faire**

**M.Pinard évoque que nous sommes un département rural qui a perdu 1000 élèves, ce qui signifie qu'on a moins de moyen.**

**Le fait d'avoir des RPI ne nous aide pas : cela favorise l'éclatement puisque cela signifie pour des collèges de moins de 200 élèves un éclatement sur plusieurs établissements , parfois 3. Ce n'est pas satisfaisant . C'est pareil pour les écoles en RPI et cela dégrade aussi les conditions de travail.**

Nous voyons aussi que les PE sur le terrain ont de réels besoins de formation.

On pourrait demander que les constellations, jusque là en maths et français, soient conçues comme des temps d'échanges sur les difficultés rencontrées et des temps de formation plus spécifiques sur ces élèves à besoins particuliers.

**Réponse de M. Ingrao : il y a déjà ce type de formation proposé au PAP mais il n'est pas demandé par les collègues. Il faudra voir avec les IEN.**

Nous constatons aussi une augmentation des violences, des cas de harcèlement dans les écoles.

Pour répondre à ces difficultés, le protocole PHARE n'est pas satisfaisant. Il est difficilement adaptable au 1<sup>er</sup> degré et plus particulièrement dans des écoles à une classe.

Un représentant de la délégation demande des précisions sur le fait que la MDPH demanderait maintenant un bilan psy de moins d'un an pour les Gevasco 1ère demande : qu'en est-il ?

**Réponse de M.Ingrao : on va se renseigner mais non ça ne doit pas être le cas.**

**Dominique conclut en expliquant que nous sommes dans une réelle souffrance : nous recevons tout le mal-être de nos collègues sur le terrain et nous nous sentons bien souvent impuissants. Nous sommes souvent dans une posture dans laquelle nous cherchons à apaiser les tensions. Si nous ne sommes plus là, qui va le faire ?**

**Elle se sent attristée, démunie.**

**Il faut accueillir aujourd'hui cette audience comme un message d'alerte !**

**Clôture de l'audience 18h30 avec les remerciements de nos supérieurs.**